

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1313** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Guerre à l'Est

Luanda, Nairobi : plusieurs fers au feu

(Page 12)

Ensemble pour la République

La dynamique des femmes pour le changement se confie en Dieu pour l'année 2022

(P. 2)

Du huissier au chef de l'Etat

Le canevas salarial bientôt sur la place publique

(P. 4)



RDC - Affaires MCK

La cour d'appel de Paris donne raison à Moïse Katumbi face à Pascal Beveraggi et Necotrans

(Page 3)

Elections 2023

(Page 4)

Le calendrier électoral général pour ce samedi

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !

Mondial 2022

Le Japon crée la surprise face à l'Allemagne

(Page 11)

Insécurité à l'Est**Au moins 18 civils tués en 3 jours par des rebelles à Beni et Irumu**

Nord-Kivu et l'Ituri, et 2 autres à Bekembela », fait savoir Christophe Munyaanderu, coordonnateur de la CRDH, dans

Dix huit personnes ont été tuées ces trois derniers jours dans les territoires de Beni et Irumu, provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri (Est de la République démocratique du Congo).

Ces meurtres sont attribués aux rebelles ADF (Allied Democratic Forces), d'après la Convention pour le respect des droits humains (CRDH), une association de la société civile locale.

« C'est depuis le dimanche que les ADF ont mené des attaques dans les deux territoires. Ils ont tué les civils notamment 5 à Akwekwe, 2 à Moliso, 9 à Lalalangwe entre le

une dépêche transmise à la presse ce mercredi 23 novembre 2022.

Il indique que les derniers corps des victimes ont été récupérés par des volontaires la journée du mardi dernier. Toutefois, précise-t-il, la plupart des victimes sont habitants du territoire de Beni qui partent effectuer les activités champêtres dans les zones où ils ont été tués.

La CRDH appelle les autorités à lancer les offensives dans cette partie qui se trouve à la limite entre le territoire d'Irumu et celui de Beni, afin de mettre fin à l'activisme des ADF qui y circulent.

Bantou Kapanza Son, à Beni

Kisangani**Coup de pioche à l'aéroport de Bangboka**

Le ministre des Transports et Voies de communication, Cherubin Okende a lancé mardi 22 novembre les travaux de réhabilitation de l'aéroport de Bangboka, à Kisangani (Tshopo).

C'était en présence des autorités politico administratives locales ainsi que celles de la Régie des voies aériennes (RVA).

Ces travaux consistent à l'élargissement de la piste d'atterrissage à une largeur de 60 mètres et une longueur de 3500 mètres.

Il sera également question du renforcement et de l'extension du tarmac et du balisage de la piste.

Pour le ministre des Transports et Voies de communication, la politique du

gouvernement, dans le domaine aéronautique vise à redorer l'image du pays dans le concert des nations.

La gouverneure de la Tshopo, Madeleine Nikomba a exhorté l'entreprise chinoise Chines First qui exécute les travaux à les réaliser avec conscience.

Ces travaux sont financés à hauteur de 19 millions USD par la Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement congolais.

Les travaux seront exécutés en cinq étapes et s'étendront jusqu'en 2023.

Plusieurs observateurs pensent que la réhabilitation de cet aéroport aura un impact positif aussi bien sur le trafic aérien de la Tshopo que sur son économie.

Ensemble pour la République**La dynamique des femmes pour le changement se confie en Dieu pour l'année 2022**

La paroisse Saintes Marie et Virginie a accueilli les femmes du Parti cher à l'Honorable Moïse Katumbi. Réunies au sein de la Dynamique des femmes pour le changement (DFC), elles sont venues rendre grâce à Dieu, pour toutes les grâces reçues tout au long de l'année 2022.

Différentes personnalités du parti en province étaient également présentes à cette messe d'action de grâce. Rendre grâce à Dieu pour les grâces reçues en 2022, il en valait bien la peine au sein du parti Ensemble pour la République.

L'initiative est de la dynamique des femmes pour le changement, qui a réuni tous les membres le mardi 22 novembre en la paroisse Saintes Marie

et Virginie.

Ne pas oublier Dieu et servir les autres comme la sainte Cécile, c'est la recommandation de l'abbé Claude Kalaba, l'officiant du jour.

Faire une politique compatible avec la foi, c'est déjà un pari gagné pour Ensemble pour la République. Et les femmes du Parti cher au président Moïse Katumbi sont venues des différents coins de la province pour la circons-

divine leur leader et Président National Moïse Katumbi.

Femmes de prière et surtout de paix, elles ont apporté des présents, notamment des colombes lors des offrandes.

**Lubumbashi****La Police lance la traque des vendeurs de chanvre et boissons alcoolisées**

La Police Nationale Congolaise, commissariat provincial Haut-Katanga, annonce avoir lancé la traque de tous les vendeurs de chanvre et boissons alcoolisées dans tous les parkings et arrêts de bus de transport en commun sur toute l'étendue de la ville de Lubumbashi.

Dans un communiqué rendu public le mardi 22 novembre 2022 et parvenu à 7SUR7.CD ce mercredi, le commissaire provincial intérimaire de la Police indique que l'objectif est de lutter contre les tracasseries et le banditisme urbain décriés par les habitants.

Le colonel Norbert Ilunga précise que tous les agents des associations des chauffeurs du Haut-Katanga sont appelés à porter de gilets pour leur identification.

« Le commissaire provincial de la PNC du Haut-Katanga a insisté par la suite sur



l'application stricte de toutes ces instructions. Il a annoncé dans la foulée la traque des semeurs de troubles, vendeurs de chanvre à fumer et boissons alcoolisées prohibées dans les parkings et arrêts de bus », a déclaré le major Charles Bin Lwamba, porte-parole de la Police dans un compte rendu de la réunion tenue avec les représentants des conducteurs.

Par ailleurs, le numéro un de la Police dans le Haut-Katanga a souligné interdire l'usage des effigies des partis politiques et clubs de football dans les véhicules de transport en commun. Le colonel Norbert Ilunga souhaite que les receveurs puissent aussi s'habiller de manière

digne à bord de leurs engins.

Depuis plusieurs semaines, des jeunes des partis politiques étaient accusés de tracasser les passagers des véhicules avec leurs effigies. Certains ont même com-

mencé à récolter la taxe dans des parkings parce qu'appartenant à une formation politique « influente » en province. Une situation décriée par différentes couches de la population.

Le lundi 21 novembre dernier, la Police a mis en garde tous les jeunes des partis politiques dont l'UNAFEC qui s'habillent en tenue identique à celle de l'armée ou de la police. Des instructions ont été données aux responsables des commissariats de la Police, ville de Lubumbashi, d'arrêter tous ces « semeurs des troubles ».

Patient Lukusa, à Lubumbashi

RDC - Affaires MCK

La cour d'appel de Paris donne raison à Moïse Katumbi face à Pascal Beveraggi et Necotrans

Parcours d'un athlète désespéré est celui de Pascal Veraggi crucifié depuis plus de 4 ans par les différentes décisions de justice, tant en France qu'en Rd-Congo. L'homme ne veut pas s'avouer vaincu. Il sombrerait dans une crise permanente de convulsions pour ne plus entendre la voix de la raison ? Tous les observateurs avertis assistent abasourdis aux élucubrations de ce Corse en quête d'un miracle "satanique".

Pour rafraîchir la mémoire collective, La République reprend cet article de Jeune Afrique datant de 2018.

Par deux arrêts rendus publics le 15 mai, la cour d'appel de Paris a annulé la cession de 85 % des actions de Necotrans Mining au profit de la société de Pascal Beveraggi, Octavia. Conséquence : Moïse Katumbi, à travers son épouse, peut redevenir actionnaire de Necotrans Mining, propriétaire de l'ex-Mining Company of Katanga, MCK.

Moïse Katumbi, le 12 mars 2018, à Johannesburg. © Themba Hadebe/AP/SIPA

C'est un nouveau rebondissement dans l'affaire MCK. Début novembre 2015, Moïse Katumbi, qui s'apprêtait à se lancer dans la course présidentielle, avait décidé de vendre son entreprise de sous-traitance minière, Mining Company of Katanga (MCK), à Necotrans Mining, société de droit mauricien, alors propriétaire du français Necotrans Holding.

Mais dans ce deal à 140 millions de dollars (près de 118 millions d'euros), dont le paiement était étalé sur trois ans, Moïse Katumbi, à travers la société Astalia Investment Ltd, gérée par son épouse et détentrice de 85 % des actions de MCK, avait prévu dans le contrat de vente que « les actions de la société Necotrans Mining, détenues par Necotrans Holding, société de droit français, seraient inaliénables



tant que le prix de cession ne serait pas intégralement payé », précisent les deux arrêts rendus publics le 15 mai par la cour d'appel de Paris – et que JA a pu consulter.

Contre-attaque

Près de trois ans plus tard, seulement 20 millions de dollars avaient été versés aux bénéficiaires de MCK, devenu depuis NB Mining. Quid du solde ? « Je n'ai pas été payé », confiait Moïse Katumbi à JA en février. Pire : quelques mois plus tôt, le 25 août 2017, le tribunal de commerce de Paris avait décidé d'ordonner la cession des titres de la société Necotrans Mining – la société mère étant en redressement judiciaire – au profit de la société Octavia, de Pascal Beveraggi. Par cette

décision, cet homme d'affaires corse devenait le reprenneur de NB Mining.

Le 19 décembre dernier, le clan Katumbi essaie de contre-attaquer. Mais sa demande d'opposition à la vente de NB Mining à Pascal Beveraggi est déclarée irrecevable par le tribunal de commerce de Paris. Un appel est interjeté quelques jours plus tard par Astalia Investment Ltd et Padang Trust Singapore Pte Ltd, du Sud-Africain Kenneth McLeod, associé de Moïse Katumbi lors de la création de MCK, en 1997.

Katumbi peut devenir actionnaire de l'ex-MCK

Cinq mois plus tard, ce mardi 15 mai, le verdict est tombé. La cour d'appel de Pa-

ris « annule le jugement du tribunal de commerce de Paris du 19 décembre » et celui du 25 août 2015, « mais uniquement en ce qu'il ordonne la cession de 85 % des actions de la société Necotrans Mining au profit de la société Octavia ».

Concrètement, « aujourd'hui les titres de Necotrans Mining sont redevenus la propriété de Necotrans Holding, la société française. Padang et Astalia vont pouvoir faire valoir leurs droits, notamment celui de préemption pour acquérir ces 85 % et redevenir les actionnaires de Necotrans Mining, l'actionnaire à 100 % de NB Mining », commente Me François Kopf, avocat des deux parties appelantes.

À l'en croire, « c'est une décision inédite : il est assez rare que la cour d'appel annule un jugement dans le cadre d'un appel-nullité pour excès de pouvoir ». « Ce sont deux arrêts conformes au droit : on avait violé les droits des sociétés Astalia et Padang, la cour d'appel les rétablit dans leurs droits », conclut Me François Kopf. Une victoire pour Moïse Katumbi.

Trésor Kibangu/jeune africain

NECROLOGIE

Kasongo Mwema fait Grand officier par Félix Tshisekedi

La RDC a rendu ses derniers hommages à l'ancien porte-parole du chef de l'État, Tharcisse Kasongo Mwema Yamba Yamba, hier mercredi 23 novembre 2022. Lors des funérailles à la clinique Ngaliema, l'illustre disparu a été élevé à titre posthume au grade de Grand officier dans l'Ordre national des Héros nationaux Kabila-Lumumba par le Président Félix Tshisekedi.

L'émotion est vive à la clinique de Ngaliema. La douleur de cette épouse qui perd son époux ; les larmes de ces enfants qui perdent un père, la tristesse des amis, connaissances et frères qui ont fait les adieux à un proche aussi aimable. Celui qu'une majorité des journalistes ont considéré comme un baobab dans la révolution de la presse congolaise.

Un savant qui aurait séduit plusieurs aspirants de la plume et du micro de l'université de Lubumbashi, par sa rhétorique, ses gestes, sa manière de répondre aux questions des étudiants, en leur retournant la même question.

Kasongo Mwema Yamba Yamba s'en est allé pour toujours.

Décédé depuis le 12 novembre dernier à Kinshasa, des suites d'une grippe lé-



gère, Kasongo Mwema un professeur hors norme a eu les hommages dignes de son rang.

Après sa carrière à la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC) et à la Radio France Internationale (RFI), Kasongo Mwema a été porte-parole du chef de l'État depuis avril 2019 jusqu'à sa récente nomination comme Président du conseil d'administration de l'Agence Congolaise de Presse, au mois de septembre 2022.

Le désormais Grand officier dans l'Ordre national des héros nationaux Kabila-Lumumba sera inhumé en France dans la ville de Paris.

Daniel Faray

L'UNIVERSITE DE LUBUMBASHI

Read **HOMMAGE**

AU PROFESSEUR THARCISSE KASONGO MWEMA YAMBA YAMBA

- Messe de suffrage à la chapelle Marie Virginie (domaine marial) à 12h00
- Hommage académique à la Salle Mgr Tshibangu Tshishiku à 14h00

Réf: Bâtiment administratif de l'unilu

25 Novembre 2022

FARDC - M23

Nouveaux combats signalés vers Kishishe dans le groupement de Bwito



Bambo, toujours dans la chefferie de Bwito.

Sur le front Nord-Est, une psychose règne toujours, certains habitants des localités du groupement Binza, dans la chefferie de Bwisha qui témoignent du repli des militaires des FARDC se déplacent vers Nyamilima, Ishasha et Nyakakoma. D'autres traversent la frontière pour se réfugier en Ouganda voisin.

De nouveaux affrontements opposent depuis le matin de ce mercredi 23 novembre 2022 les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les combattants du mouvement du 23 mars (M23) à Kishishe dans le groupement de Bambo, chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Plusieurs sources dans la région confirment que l'armée fait face à une nouvelle attaque du M23.

« Des détonations d'armes lourdes et légères ont été entendues dans la région de Kishishe depuis 4h du matin. L'armée est en train de repousser les rebelles venus de Bambo. Leur objectif serait de prendre Kishishe et progresser vers Kirima et d'aller couper la route de Kitshanga », dit un habitant joint depuis Bwito.

Les rebelles ont déjà conquis les groupements de Tongo et une partie de

core communiqué au sujet de l'évolution de la situation sur le terrain.

Depuis fin octobre dernier, les rebelles du M23 se sont emparés de plusieurs grandes agglomérations situées le long de la RN2 dans le territoire de Rutshuru dont Kalengera, Kako, Rubare, Rutshuru centre et Kiwanja. Le trafic entre Goma et Rutshuru demeure suspendu sur cet axe. Certains conducteurs des véhicules qui empruntent l'axe de Kitsanga dans le territoire de Masisi éprouvent d'énormes difficultés pour atteindre Goma, la route étant dans un état de délabrement très avancé en cette période pluvieuse.

Jonathan Kombi, (actu.cd) à Goma

Elections 2023

Le calendrier électoral général pour ce samedi

Le Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), Denis Kadima annonce ce mercredi 23 novembre dans un cadre de concertation CENI-Partis politiques organisé en la salle de spectacle du Palais du peuple, la publication du calendrier électoral des élections générales de 2023.



Devant les membres des partis politiques, Denis Kadima a laissé entendre que l'opération de l'actualisation de la cartographie vient d'être finalisée.

À l'en croire, la collecte de données a permis d'améliorer les conditions d'accès des électeurs aux centres d'inscription. Désormais, chaque électeur devra parcourir pas plus de 10km au maximum de son lieu de résidence et il en sera de même le jour du scrutin.

D'après lui, la CENI a tenu compte de beaucoup de critères (poids démographique, accessibilité, conflits inter-communautaires et obstacles naturels...).

«Ainsi, nous passons de 17783 centres d'inscription à 22271 pour ce cycle

électoral et nous sommes en train de travailler sur un certain nombre de détails. Mais cela ne nous a pas empêchés de déclencher déjà le processus de la révision du fichier électoral», a-t-il fait savoir.

Dans le cadre de la sensibilisation d'identification et d'enrôlement des électeurs, le Président de la CENI lance un appel aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle car, cette opération ne va pas durer et compte sur l'implication de toutes les parties prenantes pour conduire à bon port le processus électoral qui entre en décembre dans la phase d'identification et d'enrôlement des électeurs.

CENI

L'USAID s'enquiert des avancées du processus électoral

Le directeur pays de l'USAID, John Dunlop, a effectué une visite de travail mardi à la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à son siège à la Gombe, pour s'enquérir des avancées du processus électoral en cours en RDC. « Nous avons échangé avec le président de la CENI, entouré de ses collaborateurs, pour mieux nous enquérir de l'évolution des questions des élections de 2023 en RDC. Comme partout dans le monde, notre mission est de nous assurer que les élections devront être transparentes crédibles et inclusives, pour garantir la stabilité politique des Etats », a fait savoir John Dunlop. « Cet échange nous a permis de mieux comprendre les différents aspects concernant le processus électoral en cours pour que tout se déroule comme souhaité », a-t-il ajouté.



sens et nous disons que la CENI a fait beaucoup de progrès dans la direction souhaitée », a conclu le directeur pays de l'USAID.

L'USAID est le principal contributeur financier de la centrale électorale dont la mission est de promouvoir la démocratie, rappelle-on.

Dernièrement, le président Denis Kadima a supervisé personnellement les opérations d'embarquement à Séoul de dix mille kits d'enrôlement des électeurs, sur les 29.700 prévus pour l'ensemble du pays, a annoncé la centrale électorale congolaise.

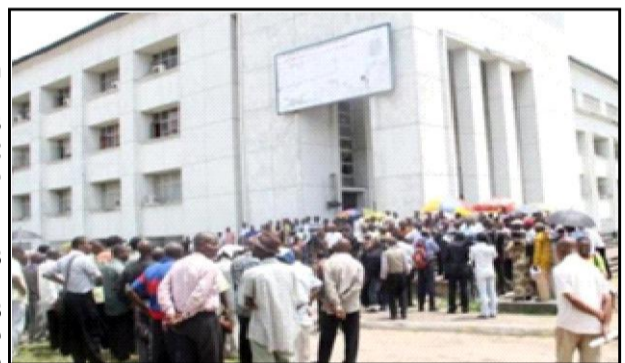
Selon la source, les élections en République démocratique du Congo se précisent avec l'acheminement de ces machines essentielles à l'organisation de différents scrutins.

Il a par la suite relevé les défis liés au processus électoral présentés par le président Denis Kadima, affichant ses assurances quant à l'élan qu'a pris son institution d'appui à la démocratie, sans oublier la question liée à la publication prochaine du calendrier électoral, aux discussions avec les parties prenantes ainsi qu'aux opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs. « Pour nous, c'est très encourageant de voir que les choses évoluent dans le bon

Du huissier au chef de l'Etat

Le canevas salarial bientôt sur la place publique

Le Gouvernement de la République publiera bientôt les salaires de tous les fonctionnaires et agents publics de l'Etat. C'est le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, qui l'a annoncé au cours d'une conférence de presse tenue le 22 novembre 2022.



indiqué que l'exécutif national s'active pour rationaliser les primes parce que là aussi, il y a tendance à l'exagération.

« Nous travaillons aussi sur les frais des missions et des voyages, des billets

d'avion... », a-t-il souligné.

À l'en croire, cette publication, qui est le fruit de la demande du président de la République Félix Tshisekedi, interviendra lorsque le projet de Budget de l'exercice 2023 qui est en cours d'examen au Parlement, sera voté.

« Le chef de l'Etat nous a demandé de revoir un certain nombre des postes liés au fonctionnement des institutions, liés aux honorariats, et il nous a même dit qu'à l'issue du budget, il souhaite que nous puissions publier le salaire du huissier jusqu'au chef de l'Etat. C'est l'instruction que nous avons reçue. Dès que le budget sera voté, nous allons publier le salaire du huissier jusqu'au chef de l'Etat, de manière à opter pour plus de clarté et de transparence », a fait savoir le ministre des Finances.

Dans la foulée, l'argentier national a

Rappelons par ailleurs que le salaire des agents publics de l'Etat, surtout celui des autorités, semble être un sujet tabou en République démocratique du Congo.

Le dernier cas qui a fait polémique est celui des députés nationaux. Selon Martin Fayulu, ces derniers perçoivent depuis le début de cette année, la somme de 21.000 USD mensuellement. Ce qui a été rejeté par l'assemblée nationale.

Plusieurs Congolais étaient ainsi montés au créneau pour demander au bureau de l'Assemblée nationale de révéler le montant réel des émoluments des élus du peuple. Une demande non satisfaite jusqu'à ce jour.

Jephté Kitsita/7/7.cd

Selon le ministre des Finances

" La RDC est en train de construire la plus grande usine de raffinage du cobalt du monde "

Le ministre des Finances de la République démocratique du Congo, Nicolas Kazadi, a déclaré que le Gouvernement Sama Lukonde initie de grandes réformes par rapport à la vulnérabilité des produits miniers.

Par ailleurs, il a mis un accent particulier sur le fait que la grande orientation de la stratégie minière c'est de diversifier l'économie, c'est d'apporter plus de valeur ajoutée à la production congolaise, tout en précisant que cela a déjà commencé.

Nicolas Kazadi l'a dit au cours d'une conférence de presse tenue conjointement

le mardi 22 novembre 2022 avec son collègue du Budget, Aimé Boji, la gouverneure de la Banque Centrale du Congo Malangu Kabedi et le représentant résident du Fonds Monétaire International (FMI) Gabriel Leost, pour annoncer le nouvel accord entre la RDC et cette institution financière internationale sur la 3ème revue du Programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit.

Dans la foulée, Nicolas a indiqué qu'il y a des projets en cours en République démocratique du Congo qui visent à raffiner davantage les produits, notamment

le cobalt.

« Nous sommes en train de construire la plus grande usine de raffinage du cobalt du monde, qui va nous permettre d'accroître jusqu'à 40% la valeur du cobalt exporté. Ça c'est en train de se faire », a-t-il fait savoir.

À en croire l'argentier national, en plus de cela, le Gouvernement de la République a le projet de production des composantes des batteries.

« Ça va également être un élément qui va changer complètement notre économie. Ça voudrait dire que si les cours du cobalt baissent, nous n'allons pas le subir de manière dra-

matique parce que nous ne vendrons pas que du cobalt. Nous vendrons du savoir-faire, nous vendrons la valeur ajoutée, c'est-à-dire le produit fini. Et c'est ça préparer l'avenir », a-t-il renchérit.

En outre, Nicolas Kazadi a rappelé le projet du Gouvernement concernant la diversification du secteur agricole. Il a rassuré que l'exécutif national investit énormément dans ce secteur. Il a révélé que les dépenses du secteur agricole sont passées autour de 10% dans le Budget, contre seulement 1% en 2018.

Jephté Kitsita/7/7.cd

" Les rencontres Africa " pour la promotion de l'industrialisation par l'agro-pastoral

La 7^{ème} édition de la manifestation économique des rencontres Africa entend promouvoir l'industrialisation au moyen de l'agro pastorale, valoriser des ressources minérales, développer les chaînes de valeurs régionales en vue de réaliser une croissance économique inclusive et durable en RDC, a révélé le directeur du cabinet adjoint du Chef de l'Etat, André Wameso.

Organisée sous le thème : « les enjeux autour de la création des valeurs de la croissance inclusive et du développement axé sur la promotion de l'industrialisation par l'agro pastorale, ce thème, traduit la vision du Chef de l'état Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dont celle de promouvoir l'industrialisation au moyen de l'agro pastorale, valoriser des ressources minérales, développer les chaînes de valeurs régionales en vue de réaliser une croissance économique inclusive et durable en RDC », a déclaré mardi André Wameso à l'ouverture des rencontres Africa.

Il a, à cet effet, affirmé que c'est sur ce même registre que l'année dernière le pays avait lancé DRC Business Forum qui avait pour objectif de développer les chaînes des valeurs régionales et l'industrie des batteries, de véhicules électriques et énergétiques afin d'augmenter la part de l'Afrique et d'énergie renouvelable », a renchérit le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'Etat André Wameso.

Il a fait savoir que la RDC renferme un patrimoine extraordinaire notamment population jeune, vigoureuse et travailleuse qualifiée dans différents secteurs dont le

coup est abordable. « Nous comptons d'importantes potentialités agricole, forestière, hydro électrique et géologique avec une variété des conditions agro-climatique qui favorise la production d'une large gamme des denrées alimentaires et le développement de l'élevage de gris et petits bétails », a-tanté M.Wameso.

Il a soutenu, en outre, qu'une trentaine de substances minérales aussi pétrole et gaz à faible exploitation venait de faire l'objet d'un appel d'offre pour exploitation.

De son côté, le ministre de Petites et moyennes entreprises Eustache Mahanzi s'est dit satisfait de la conférence laquelle réunit les opérateurs économiques des secteurs confondus et partenaires multisectoriels dans un cadre précis d'affaires.

Il les a exhortés à saisir les avantages conséquents et accès des cré-



dit à travers notamment le Fonds de garantie de l'entrepreneuriat au Congo (FOGEC), Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC), et autres

structures pour booster l'économie congolaise, avant de remercier la direction de l'Agence nationale des promotion des exportations (ANAPEX) pour l'organisation de cette activité qui privilégie le secteur de petites et moyennes ainsi que de commerce. C'est aussi une occasion d'assainir le cadre de collaboration économique dans le secteur agricole, énergétique.

Les rencontres Africa est un nouveau modèle

Par ailleurs, la conseillère en charge des relations publiques du Chef de l'Etat, Bibiche Kabengele a qualifié les rencontres africa des manifestations économiques d'un modèle nouveau qui ont pour ambitions de créer des partenariats entre entreprises africaines et européennes dans un

esprit inclusif et vertueux pour le continent. Elles visent notamment à réunir les pays hôtes, les autorités et organismes économiques locaux, les autorités françaises et les partenaires de jouer au sponsor.

« Les rencontres Africa » sont organisées partout en Afrique, le dernier en liste est le Togo qui a co-organisé avec Class export, la 6^{ème} édition.

En effet le magazine français Class expert représenté par son commissaire général a noté que l'objectif de cette édition est de mobiliser les hommes d'affaires français et africains pour rencontrer les opérateurs économiques et décideurs congolais en vue de développer les synergies, permettre aux opérateurs économiques et les organisations gouvernementales de capter les opportunités d'affaires. Il s'agit également de mettre en valeurs les produits fabriqués en RDC afin d'en promouvoir l'exploitation et de présenter la vitrine de la RDC en termes d'opportunité.

Parlant des résultats attendus de ce forum, elle a noté en premier lieu la visibilité des réalisations du Chef de l'état au travers des actions de l'ANAPEX, paternaliste réels dans le secteur productif clé et ceux d'appui à la production ainsi que la projection d'une meilleure image de la RDC.

ACP

RDC-FMI

Accord sur la troisième revue de la Facilité élargie de crédit

Un accord a été trouvé au terme d'un échange entre les services du Fonds monétaire international (FMI), et les autorités de la République démocratique du Congo (RDC), sur les politiques économiques, en vue de l'achèvement de la troisième revue du programme des réformes économiques appuyé par l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), a appris mardi l'ACP, dans un communiqué de presse de cette institution financière internationale.

« À la suite de discussions, les autorités congolaises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau des services sur les politiques économiques en vue de l'achèvement de la troisième revue dans le cadre de l'accord au titre de la FEC. Cet accord doit être soumis à l'approbation de la direction du FMI et à l'examen du Conseil d'administration, prévu en décembre 2022. L'approbation par le Conseil d'administration rendra disponibles 152,3 millions de droit de tirage spécial (DTS) (environ 200 millions de dollars) pour le soutien à la balance des paiements », a déclaré Mme Mercedes Vera Martin, cheffe de mission pour la République démocratique du Congo.

Mme Mercedes a relevé à l'actif de la République démocratique du Congo les grandes réalisations, notamment le produit intérieur brut (PIB) réel qui fait preuve de résilience, une croissance anticipée de 6,6 % en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévue. L'inflation qui devrait dépasser 12 % d'ici fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement.

Il a fait remarquer que le compte courant a affiché un excédent au premier semestre grâce à la vigueur des exportations, et, à fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ 2 mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif fixé au début de l'accord au titre de la FEC. Le solde budgétaire intérieur (base caisse) est projeté à 1,1 % du PIB, ce qui est conforme aux engagements du programme. Des recettes budgétaires plus élevées grâce à des évolutions



favorables dans le secteur minier, ont aidé à faire face aux pressions sur les dépenses résultant de l'escalade du conflit à l'Est, à l'augmentation des dépenses dans les ministères et les institutions publiques et au remboursement des arriérés aux distributeurs de carburant. « Les perspectives restent positives. Les services du FMI prévoient une croissance de 6,3 % en 2023 dans un contexte de resserrement des politiques économiques sur le plan interne et de ralentissement mondial qui devraient peser sur la croissance. Les perspectives à moyen terme restent favorables, soutenues par l'expansion de la production minière et la dynamique des réformes envisagées », révèle-t-elle.

La cheffe de mission pour la RDC appelle les autorités congolaises à rester vigilantes et à poursuivre leurs efforts de réforme pour surmonter les obstacles structurels à la croissance. « Les engagements budgétaires pris dans le cadre de l'accord au titre de la FEC visent un déficit budgétaire intérieur de 0,7 % du PIB en 2023. Des efforts soutenus de mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses courantes, des subventions aux carburants et de la masse salariale laisseront de l'espace pour des dépenses sociales supplémentaires et l'apu-

rement des arriérés intérieurs », a poursuivi la cheffe de mission de la RDC.

Nécessité du renforcement de la politique monétaire

La cheffe de mission du FMI, pour la RDC Mercedes Vera Martin, a indiqué qu'une politique monétaire proactive contribuera à ancrer l'inflation, tandis que la poursuite de l'accumulation de réserves est nécessaire compte tenu des chocs externes récurrents. « Les réformes visant à renforcer le cadre de la politique monétaire et la gouvernance de la banque centrale amélioreront la gestion de la liquidité et l'efficacité de la politique monétaire. Après l'approbation du projet de loi sur les banques commerciales, un ambitieux programme de réformes financières visant à renforcer les cadres de réglementation, de supervision et de résolution bancaire contribuera à renforcer la résilience du secteur bancaire ».

Mme Vera soutient également que les réformes structurelles et de gouvernance restent essentielles pour la diversification économique et la croissance tirée par le secteur privé. L'amélioration des cadres de lutte contre la corruption et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), la simplification du système fiscal, les efforts continus de transparence dans le secteur minier (y compris en publiant tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés) et la mise en œuvre des procédures visant à publier les informations sur les bénéficiaires effectifs des contrats publics amélioreront le climat des affaires et mobiliseront des investissements.

« Dans le contexte de la FEC, le gouvernement congolais a également fait la requête d'un financement au titre de la nouvelle Facilité pour la résilience et la durabilité visant à fournir un financement à long terme pour aider à renforcer la résilience, y compris contre le changement climatique. Les discussions dans le cadre de cette facilité débiteront dans les mois à venir », conclut-elle en remerciant les autorités et les équipes techniques pour des discussions franches et constructives tout en exprimant leur réjouissance de poursuivre leur engagement en faveur de la RDC et de sa population.

Les déclarations des équipes des services du FMI rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays sur base desquelles, ils établissent un rapport sous réserve de l'approbation de la direction à présenter au conseil d'administration pour examen et décision.

Rutshuru**Plus âme qui vive dans plusieurs localités sur l'axe Kiwanja-Ishasha**

même population craint les hostilités dans cette zone où sévissent plusieurs groupes armés locaux et étrangers.

Des détonations d'armes lourdes et légères ont été entendues dans les agglomérations de Kisharu, Katwiguro, Makoka et Kiseguro. Les habitants ont décidé de quitter de nouveau leurs habitations pour se mettre à l'abri. Certains se sont dirigés vers Nyamilima. D'autres ont pris la direction de la frontière vers Ishasha.

Plusieurs localités sur l'axe Kiwanja-Ishasha, dans le groupement Binza, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) se vident des leurs habitants depuis dimanche 20 novembre. Cet exode intervient après l'occupation par les rebelles du M23 des localités de Katwiguro, Kiseguro et Makoka, situés à environ 20 kilomètres de Kiwanja. C'est sur la route qui mène vers Nyamilima à la frontière d'Ishasha, selon les sources dans la zone.

Des sources locales rapportent ce mardi 22 novembre que les récents affrontements entre les FARDC et les rebelles du M23 ont de nouveau déversé la population dans la rue. Cette

Ces sources précisent que certains déplacés auraient déjà traversé la frontière Ishasha vers l'Ouganda.

La société civile déplore quelques cas de pillages orchestrés par les rebelles du M23 à Katwiguro, après son occupation dimanche dernier par le M23.

Ces rebelles auraient aussi largué une bombe qui a endommagé quelques maisons.

Ces sources ajoutent que la situation est restée calme ce mardi sur cet axe où on a toujours déploré la recrudescence de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers.

Kasai-Oriental**Mwene-Ditu et Mbuji-Mayi désormais reliées par un bus TRANSCO**

Le tout premier bus de la Société des transports du Congo (Transco) est arrivé à Mwene-Ditu (Lomami), lundi 21 novembre, en provenance de Mbuji-Mayi avec des passagers à son bord, ouvrant ainsi le trafic de Transco sur l'axe Mbuji-Mayi- Mwene-Ditu. L'événement a suscité l'engouement de la population dans



la ville ferroviaire. Le bus est reparti pour Mbuji-Mayi avec des passagers, cette fois-ci, en provenance de Mwene-Ditu.

Le bus Transco est arrivé pour la première fois ce lundi dans la ville ferroviaire de Mwene-Ditu. Il transportait à son bord plus de 40 passagers. La maire de Mwene-Ditu, Fidèle Kabinda, était au parking pour accueillir ce bus. Elle a exprimé sa joie :

« C'est vraiment une grande joie, quand bien même ce bus n'est pas dans le lot de la province de Lomami. Nous remercions le chef de l'Etat et nous continuerons à faire le plaidoyer ».

Cependant, elle regrette que le tarif de ce transport soit disproportionné entre Mbuji-Mayi et Mwene-Ditu.

« Mbuji-Mayi-Mwene-Ditu, es frais de transport coutent 7 000 Francs congolais. Mais à l'inverse, pour Mwene-Ditu-Mbuji Mayi, les frais sont fixés à 15 000 Francs congolais, on ne comprend pas cette différence », a-t-elle déclaré.

Mais cette différence de tarif, ne dérange pas le coordonnateur de la nouvelle société civile, Anicet Minga qui reste focalisé sur le fait que désormais avec Transco les gens paieront moins qu'avec les transports en commun privé.

« Nous remercions l'entreprise pour le prix du billet. Si on doit faire Mwene Ditu-Mbuji-Mayi à 15 000 Francs congolais, et Mbuji Mayi- Mwene-Ditu à 7 000 francs congolais, c'est génial. Alors qu'avec le transport en commun (Ndlr privé), on payait déjà 25 000 aller, 25 000 francs retour. Ce qui faisait déjà 50 000 francs ».

Tout en soulignant qu'avec ce bus, les risques sécuritaires vont diminuer, Anicet Minga appelle les autorités à réfectionner la route pour assurer une longue vie à ce moyen de transport en commun public.

« Ce qui était rêve est devenu une réalité. Alors pour garantir une longue vie au bus Transco, qu'on pense à la réfection de la route. Voilà que Transco vient résoudre encore les problèmes de l'insécurité par rapport aux coupeurs des routes et aux accidents. Nous tenons à remercier encore le Chef de l'Etat », a indiqué le coordonnateur de la nouvelle société civile.

Le bus arrivé lundi à Mwene-Ditu est le premier affecté au transport des personnes sur cet axe routier, deux semaines après l'arrivée à Mbuji-Mayi, d'un premier lot d'engins composé de 5 bus pour le Kasai-Oriental.

Tshopo**Vaccination contre covid : l'OMS plaide pour l'implication de l'exécutif**

Le chef du sous-bureau de l'OMS/Kisangani, Dr Kolengbia Vicko Willybard, plaide pour l'implication de l'autorité politico-administrative locale dans l'organisation des deux dernières phases de la campagne d'intensification périodique des vaccinations systématiques (IPVS) dans cette entité.

Pour le Dr Kolengbia Vicko Willybard, l'appui de l'autorité provinciale à ces campagnes permettra la récupération de beaucoup plus d'autres enfants non-atteints lors de la première phase :

« Nous voulons que l'autorité s'implique dans le sens de mobiliser la communauté pour un lancement public pour que les parents qui ont des enfants non vaccinés ou insuffisamment vaccinés puissent être sensibilisés et amener ces enfants-là vers les différents sites qu'on a organisés pour cette campagne ».

Réagissant à ce plaidoyer,

le vice-gouverneur de province, Christophe Lemonde, rassure son interlocuteur de la disponibilité de son gouvernement à faire en sorte que tout se fasse dans la symbiose et l'harmonie afin de préserver la santé des enfants de cette entité. Mais aussi « garantir la sécurité de tout personnel de santé, des partenaires qui vont réaliser ces deux phases, en ce qui concerne le transport des intrants pour qu'ils puissent atteindre toutes nos zones de santé ».

Dr Kolingbia Vicko note que la pandémie de COVID-19 et la grève des prestataires des soins de santé n'ont pas permis la vaccination régulière des enfants dans le Bas-Uélé. C'est ce qui justifie l'organisation d'une campagne d'intensification périodique des vaccinations systématiques (IPVS) par l'OMS en collaboration avec le gouvernement.

En raison de la guerre**Goma : la police appelle la population à la vigilance**

Le commandant de la police ville de Goma a appelé mardi 22 novembre toute la population à la vigilance et à la prudence « pendant cette période où le pays est agressé et en particulier la ville de Goma menacée par les terroristes de M23 soutenus par le Rwanda ».

Pour le commissaire supérieur Job Alisa, l'ennemi, étant fixé par les forces de sécurité vers Kibumba, cherche à utiliser d'autres méthodes pour décourager la population et semer la psychose dans la ville de Goma.

Ce responsable de la police fustige la propagation de l'intox dans les réseaux sociaux et déplore une forme de criminalité consistant à étrangler les personnes avant de jeter leurs corps dans différents endroits :

« Nous sommes dans une période de guerre et la guerre se fait non loin de la ville de Goma, mais aussi vous connaissez que l'ennemi, le Rwanda qui nous dérange est à moins d'un mètre de la ville de Goma. Il peut utiliser toutes les méthodes. Donc la guerre ne se fait pas seulement par les armes, la guerre se fait par plusieurs méthodes et c'est ce que l'ennemi utilise. C'est pourquoi vous trouver certains corps étranglés ».

Job Alisa demande à la population de prendre conscience, de se mettre à l'abri de l'insécurité mais aussi de fournir

toutes les informations auprès des services de sécurité et les cadres de base afin de remonter les alertes :

« Nous avons cette charge de sécuriser. Mais au-delà de ça, la population peut se sécuriser, savoir à quelle heure on doit se retrouver à la maison. Je fais appelle à cette population, la société civile, les églises de sensibiliser la population, lui montrer que nous sommes dans une période de guerre, nous nous concentrons sur l'ennemi il faudra aussi que la population se concentre sur la sécurité intérieure et nous donne des informations à temps », a-t-il ajouté.

Concernant les tirs qui sont enten-



du chaque soir dans différents quartiers de la ville de Goma, ce responsable de la PNC indique qu'il y a des instructions qui interdisent à tout militaire ou policier de tirer des coups de feu sans motif pendant cette période.

COVID-19

La RDC en pleine 6ème vague

Au regard de l'augmentation des cas positifs à la maladie à coronavirus ces quatre dernières semaines en République démocratique du Congo, le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé une importante réunion, ce mardi 22 novembre 2022, à l'hôtel du Gouvernement, avec les membres du comité multisectoriel de riposte contre la COVID-19.



conclusions à faire au Chef de l'État pour qu'autour de lui, une décision soit prise au sein de la Task-force. Mais l'orientation est de sensibiliser la population quant à la persistance de cette pandémie et également de communiquer et alors vraiment pour que la population puisse intégrer le

Selon le Ministre de la Santé qui a dévoilé l'essentiel de cette réunion à la presse, il était principalement question d'évaluer la situation pour transmettre ensuite les conclusions au Président de la République pour une éventuelle décision. Toutefois, le Gouvernement rassure la population quant au taux faible de létalité malgré cette augmentation des cas positifs.

« Cette réunion a tout son sens au regard des chiffres qui s'élèvent, depuis 4 semaines durant, des cas COVID-19 positifs. Il était important d'évaluer la situation. Nous avons remarqué cette hausse des cas mais à ce jour, nous rassurons la population parce que malgré qu'on a plus ou moins des cas élevés mais le taux de létalité est faible. C'est-à-dire c'est une sixième vague de la COVID-19 qui a commencé mais en réalité elle est de faible intensité », a déclaré le Ministre de la Santé, Jean-Jacques Mbungani.

Face à cette recrudescence des cas COVID-19 positifs, le Gouvernement invite la population au respect strict des mesures barrières et à se faire vacciner. « Au niveau du comité multisectoriel de la riposte, nous avons retenu d'abord les con-

clusions à faire au Chef de l'État pour qu'autour de lui, une décision soit prise au sein de la Task-force. Mais l'orientation est de sensibiliser la population quant à la persistance de cette pandémie et également de communiquer et alors vraiment pour que la population puisse intégrer le respect des gestes barrières. C'est important dans les regroupements, dans les endroits où il y a plusieurs personnes, que les gens aient toujours le réflexe de porter les masques, de se laver les mains à l'eau ou au gel hydro-alcoolique, de maintenir une distanciation sociale. Ce sont les mesures barrières qui protègent la population. Nous avons aussi mis un accent sur la vaccination. Notre population, petit à petit aujourd'hui, adhère à la vaccination. Nous avons un peu plus de 12 millions de personnes vaccinées qui ont eu au moins une dose de vaccin et un peu plus de 6 millions de personnes qui ont reçu deux doses de vaccin. Mais nous voulons augmenter cela. Parce que la population cible à vacciner est de 52 millions de personnes. L'intensification de la vaccination est vraiment nécessaire. Cela permettra d'éviter une vague avec forte intensité », a conclu Jean-Jacques Mbungani.

Signalons qu'outre le Ministre de la Santé et d'autres membres du Gouvernement, le Directeur de Cabinet du Premier Ministre, le Gouverneur de la Ville province de Kinshasa, le Docteur Muyembe et le Général Sylvano Kasongo, ont, eux aussi, pris part à cette réunion.

Celcom/Primature

Mitwaba

Les entreprises minières appelées aux respects du code du travail

Les entreprises minières de Mitwaba tel que Chemical of Africa et MMR ont été appelées à Mitwaba territoire situé à plus de



300km de Lubumbashi au respect de code du travail par la commissaire la commissaire provinciale en charge de l'emploi et travail Angélique Kyungu qui a visité les deux entreprises minières œuvrant dans cette contrée de la province du Haut Katanga. L'objectif de sa mission était de s'imprégner des conditions de travail des agents de ces entreprises.

Par cette visite dans ces deux entreprises, la commissaire Provinciale en charge de travail et l'emploi Angélique Kyungu a voulu vérifier si réellement les conditions de tra-

vail des employés sont observées par l'employeur tel que lui présenté dans leur rapport.

Angélique Kyungu a conscientisé les responsa-

bles de ces entreprises à recourir à la main d'œuvre locale et surtout veillez à la sécurité sociale des agents et a observé le code de travail Congolais.

Pour terminer cette tournée la commissaire Provinciale en charge de l'emploi et travail s'est entretenu avec le responsable d'une maison de sous traitante œuvrant avec les entreprises minières de Mitwaba lui aussi a été invité à se conformer à la loi congolaise en matière du travail.

ACP

Ituri

Attention à la période de capture des sauterelles



Mme Ernestine Bolini a appelé lundi les parents à bien surveiller leurs enfants pendant cette période de capture de sauterelles communément appelés « Manyonyo » pour prévenir les incidents qui sont souvent enregistrés à de pareilles périodes, lors d'un entretien avec l'ACP.

Elle a rappelé que c'est une période où plusieurs élèves préfèrent faire l'école buissonnière pour capturer les sauterelles et d'autres set perdent du fait qu'en passant d'un quartier à l'autre suivant le mouvement de ces insectes, ils s'égarer du chemin de retour de leurs maisons respectives.

« Dans la foulée de capture de ces insectes qui se fait souvent nuitamment ou très tôt le matin, on enregistre des cas de blessures parmi les enfants qui, par inattention piétinent les objets tranchants notamment les vieilles bouteilles cassées », a-t-elle indiqué..

Pour éviter ces genres de situation, Ernestine Bolini a appelé les parents à prendre leur responsabilité vis-à-vis de leurs progénitures en augmentant le niveau de surveillance afin de bien assurer leur protection.

ACP

Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 356 Canal+ !)



Kisangani: Controverse autour de l'atterrissage d'un " Transall "

Suite à une avarie, un aéronef de l'Armée de l'air française de type « Transall » est immobilisé depuis vendredi 18 novembre à l'aéroport international de Kisangani/Bangboka (Province de la Tshopo). Les commentaires sont allés dans tous les sens. L'événement tombe mal au moment où l'image de la France d'Emmanuel Macron paraît plutôt « brouillée » en ce moment où le Congo-Kinshasa est occupé à compter « ses véritables amis » pour l'aider à rétablir l'intégrité de son territoire.

Dans un communiqué daté du mardi 22 novembre 2022, la RVA (Régie des voies aériennes) a calmé – osons l'espérer – les esprits tant à Kisangani qu'à Kinshasa. Sans doute aussi dans la diaspora congolaise. Et ce suite à l'atterrissage pour le moins inhabituel d'un aéronef de l'Armée de l'air française à l'aéroport de Bangboka à Kisangani Boyoma. Selon les usages, l'appareil « en détresse » a dû atterrir « au premier aéroport le plus proche ».

Contrairement aux « informations » diffusées sur les réseaux sociaux à ce sujet, la direction de cette Régie – qui a en charge la gestion des installations aéroportuaires aux quatre coins du pays –, est formelle: l'avion ne contenait aucune arme. Il y avait une vingtaine de personnes dont un



pilote de sexe féminin.

Dans son briefing hebdomadaire, mardi 22 novembre, le ministre de la Communication et médias, porte-parole du gouvernement, n'a pas dit autre chose. Après avoir balayé d'un revers de main les allégations circulant sur les réseaux sociaux, Patrick Muyaya Katembwe a déclaré que « l'un des moteurs [de cet aéronef, Ndlr] menaçait de prendre feu ». C'est ainsi que le pilote a décidé d'atterrir à l'aéroport le plus proche.

Trois questions taraudent les esprits. Quelle est le pays de provenance de cet aéronef? Quelle est la nature de sa cargaison? Quid de sa destination? Le ministre Muyaya « pense » que l'avion provenait de la Réunion, un département français d'outremer « dans un vol de routine ». Il devait

se rendre à Bujumbura avant d'atteindre N'djamena, au Tchad. Selon lui, l'inspection effectuée par les services de la DGM (Direction générale de Migrations), il y a neuf passagers, quatre membres d'équipages et cinq pilotes qui devaient se relayer. « Aucune trace d'armes », a-t-il souligné? Comme à l'accoutumée en pareil cas, l'équipage attend l'arrivée de « dépanneurs ».

Expert en aéronautique et accident, Simon Diasolua Zitu d'expliquer: « Lorsque l'avion fait face à une avarie en plein vol, le pilote interroge le MEL [Minimum equipment list]. Il s'agit de savoir s'il faut poursuivre le voyage ou rebrousser chemin ». Pour l'ancien instructeur et commandant de DC10 d'Air Zaïre et LAC, le pilote est obligé de poser

l'aéronef « sur le premier aéroport pouvant le recevoir ». Pour Diasolua, aucun avion ne peut survoler un pays qu'il y ait eu, au préalable, communication du plan de vol et l'obtention l'autorisation de survol.

Cet « incident aérien » survient au moment où l'image de la France est quelque peu écornée au niveau de l'opinion congolaise. A tort ou à raison, celle-ci suspecte l'Hexagone de faire partie des membres du Conseil de sécurité empêchent la RDC d'user de son droit souverain pour s'approvisionner en armes.

Pas plus tard que mardi 22 novembre, des députés et des sénateurs appartenant à l'Union Sacrée de la Nation – la mouvance qui soutient le président Félix Tshisekedi – ont appelé le gouvernement du Premier ministre Sama Lukonde à « suspendre » la participation du Congo-Kinshasa à l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie). Au motif notamment que la Rwandaise Louise Mushikiwabo, la secrétaire générale, est loin de garder l'église au milieu du village.

Aux dernières nouvelles, les « passagers » du Transall de l'Armée de l'air sont logés dans un hôtel boyomais. Il est vrai que jusqu'à preuve du contraire, la France n'est pas réputée comme un pays hostile. Un certain doute a fait jour...

B.A.W.

FMI: le Congo-Kinshasa attend un financement de 200 millions de dollars

Les experts du Fonds monétaire international (FMI) ont procédé du 19 octobre au 2 novembre à Kinshasa, à la troisième revue du programme de réformes économiques appuyé par l'Accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord FEC porte sur près de 1,5 milliards de dollars sur une période de trois ans.

Suivant un communiqué de presse daté du 21 novembre des services du FMI, Mme Vera Martin, qui conduisait la mission, a fait la déclaration suivante: « À la suite de discussions fructueuses, les autorités congolaises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau des services sur les politiques économiques en vue de l'achèvement de la troisième revue dans le cadre de l'accord au titre de la FEC. Cet accord doit être soumis à l'approbation de la direction du FMI et à l'examen du Conseil d'administration, prévu en décembre 2022. L'approbation par le Conseil d'administration rendra disponibles 152,3 millions de DTS (environ 200 millions de dollars) pour le soutien à la balance des paiements ».

Le satisfecit du FMI résulte des efforts du gouvernement d'entreprendre les réformes économiques qui se sont traduites notamment par la mobilisation des recettes ainsi que la maîtrise des dépenses et de l'inflation. Selon le FMI, « le PIB réel fait



preuve de résilience, avec une croissance anticipée à 6,6% en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévu. L'inflation devrait dépasser 12% d'ici fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Le compte courant a affiché un excédent au premier semestre grâce à la vigueur des exportations, et, à fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ 2 mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif fixé au début de l'accord au titre de la FEC. Le solde budgétaire intérieur (base caisse) est projeté à 1,1% du PIB, ce qui est conforme aux enga-

gements du programme. Des recettes budgétaires plus élevées grâce à des évolutions favorables dans le secteur minier, ont aidé à faire face aux pressions sur les dépenses résultant de l'escalade du conflit à l'Est, à l'augmentation des dépenses dans les ministères et les institutions publiques et au remboursement des arriérés aux distributeurs de carburant ».

L'économie congolaise reste vulnérable aux chocs externes

En 2023, le produit intérieur brut (PIB) pourra atteindre un taux de croissance de 6,3% malgré un contexte de resserrement des politiques économiques sur le plan interne et de ralentissement économique mondial. Le pays reste

cependant vulnérable aux chocs externes. Il s'agit notamment de la volatilité des cours internationaux des produits de base, du resserrement des conditions de financement extérieur, de la hausse de l'inflation, du ralentissement mondial de la croissance et du conflit à l'Est du pays. Pour y faire face, le FMI recommande une politique monétaire qui contribue à maîtriser l'inflation, tandis que la poursuite de l'accumulation de réserves doit permettre de lutter contre les chocs externes. Les réformes visant à renforcer le cadre de la politique monétaire et la gouvernance de la banque centrale vont améliorer la gestion de la liquidité et l'efficacité de la politique monétaire.

Les réformes structurelles et de gouvernance restent essentielles pour la diversification économique et la croissance tirée par le secteur privé. L'amélioration des cadres de lutte contre la corruption, la simplification du système fiscal, les efforts continus de transparence dans le secteur minier (y compris en publiant tous les nouveaux contrats miniers et ceux renégociés) et la mise en œuvre des procédures visant à publier les informations sur les bénéficiaires effectifs des contrats publics amélioreront le climat des affaires et mobiliseront des investissements. Les réformes de la gestion des finances publiques restent essentielles pour améliorer la qualité, l'exécution et le contrôle des dépenses. D'après la Banque africaine de développement (BAD), « les perspectives économiques en Afrique indiquent que la pandémie de Covid-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine pourraient avoir des impacts dévastateurs à long terme pour le continent. D'ores et déjà, quelque 30 millions de personnes en Afrique ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2021 et environ 22 millions d'emplois ont été détruits la même année à cause de la pandémie. Cette tendance pourrait se poursuivre au cours du second semestre de 2022 et en 2023 ».

Gaston Mutamba Lukusa

Lutte antijihadiste**Les pays ouest-africains veulent renforcer la coopération avec l'Europe**

Sept États d'Afrique de l'Ouest ont entamé mardi une réunion avec plusieurs dirigeants européens en vue d'accroître leur coopération dans la lutte contre la propagation des violences jihadistes du Sahel vers les côtes du golfe de Guinée.

Organisé à Accra, capitale du Ghana, ce sommet intervient à l'heure où plusieurs pays occidentaux ont annoncé le retrait de leurs troupes dans le maintien de la paix au Mali, après le rapprochement entre la junte militaire au pouvoir et Moscou.

Dans le cadre de l'Initiative d'Accra, les présidents du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, ainsi que des dirigeants du Niger et du Mali rencontrent des représentants de l'Union européenne, de la Grande-Bretagne et de la France.

«Il s'agit essentiellement de renforcer nos efforts pour pouvoir lutter contre le terrorisme et les activités liées au terrorisme», a déclaré à l'AFP Palgrave Boakye-Danquah, porte-parole du gouvernement ghanéen sur la sécurité.

Lancée en 2017, l'Initiative d'Accra implique Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo. Le Mali et le Niger l'ont rejoint en tant qu'observateurs. Les violences jihadistes au Sahel ont débuté en 2012 au Mali, faisant des milliers de morts et des millions de déplacés. Elles se sont étendues au Burkina Faso et au Niger voi-

sins et menacent désormais les États du golfe de Guinée.

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo font ainsi face à la menace croissante de combattants du groupe État islamique (EI) et d'Al-Qaïda, implantés au Niger et au Burkina Faso, et qui multiplient désormais les attaques sur leur territoire. L'inquiétude grandit quant à de possibles recrutements locaux.

Au même moment, les relations entre les partenaires occidentaux et la junte militaire au Mali - qui s'est progressivement rapprochée de Moscou, et est soupçonnée de travailler avec le groupe paramilitaire russe Wagner, ce que Bamako dément - se sont dégradées.

La France a achevé en août le retrait de ses troupes qui opéraient au Mali depuis près de dix ans. Mais Paris, qui déploie encore quelque 3.000 militaires au Sahel, s'est donné six mois pour finaliser sa nouvelle stratégie en Afrique.

Les Casques bleus sont présents au Mali depuis 2013 mais les relations de la mission onusienne avec les autorités maliennes se sont également dégradées, conduisant à l'annonce du retrait des contingents égyptien, ivoirien et britannique notamment.

La semaine dernière, le Royaume-Uni a également annoncé vouloir «rééquilibrer» son déploiement dans la région, sans donner davantage de détails.

Afrique du Sud**Zweli Mkhize va affronter Cyril Ramaphosa pour la présidence de l'ANC**

En Afrique du Sud, le président Cyril Ramaphosa connaît son adversaire pour prendre la tête de l'ANC. Le parti au pouvoir se réunira du 16 au 20 décembre pour renouveler sa direction. Cyril Ramaphosa brigue un second mandat et devra affronter son ancien ministre de la Santé.

Zweli Mkhize donnait l'impression d'être hors-jeu après son départ du gouvernement. L'ancien ministre de la Santé est toujours mis en cause dans une affaire de corruption liée à sa gestion du Covid-19. Il est soupçonné d'avoir offert à une entreprise amie un juteux contrat pour s'occuper de la communication du ministère de la Santé. L'enquête est toujours en cours, mais n'empêche pas cette figure de l'ANC de vouloir prendre sa revanche sur Cyril Ramaphosa.

Sensation

Après une courte traversée du désert, le voilà prêt à ravir la présidence de l'ANC à Cyril Ramaphosa. Zweli Mkhize a déjà fait sensation en obtenant le soutien de la province du KwaZulu-Natal, la plus importante en termes de délégués pour l'ANC. Ce médecin de formation est originaire de cette province où il y a fait ses armes en politique.

Un mois pour convaincre

D'apparence stricte, l'homme est réputé sérieux et intelligent, moins populiste que la base de ses soutiens. Zweli Mkhize devra peut-être s'exprimer un peu plus fortement s'il veut espérer combler son retard face à Cyril Ramaphosa. Car à l'échelle du pays, le président sortant obtient deux fois plus de voix (2037) pour soutenir sa candidature en décembre, que Zweli Mkhize (916). Avec Cyril Ramaphosa, « nous ne sommes pas ennemis, nous sommes différents », déclarait-il à la télévision publique. Il lui reste un mois pour convaincre de sa particularité.

Somalie**L'Auditeur général épingle la gestion financière de l'ancien gouvernement**

L'Auditeur général de Somalie, l'autorité indépendante chargée de vérifier les comptes de l'État, a épingle, mardi 22 novembre, l'ancienne administration du pays de l'ex-président Mohamed Farmajo dans son rapport annuel pour l'année 2021. Selon lui, ce sont plusieurs dizaines de millions de dollars empruntés qui ont été dépensés ou perçus par des voies irrégulières et de nombreuses pratiques financières illégales qui sont pointées du doigt.

Les graves anomalies relevées, mardi 22 novembre, en direct à la télévision, par l'Auditeur général somalien, Mohamed Ali Afgoye, sont de plusieurs ordres. D'abord, il y a ces 96 millions de dollars américains, plus les 14,6 millions d'intérêts, empruntés à la Banque centrale et au Fonds monétaire international, et pour lesquels il n'existe de traces ni d'un accord d'emprunt, ni d'une approbation parlementaire, comme la loi l'exige.

« Enquête spéciale »

L'Auditeur général dit même ignorer l'identité d'un prêteur ayant perçu 1 million de dollars d'intérêts. Sur ces

questions, il a donc ordonné « une enquête spéciale ». Par ailleurs, 106 millions de dollars ont été dépensés par différents ministères et agences publiques sans que soit respectées les procédures d'achat.

**Réponses rapides**

Cinq millions de dollars ont été déposés sur un compte autre que le « compte unique » du Trésor. Treize millions de dollars ont été dépensés alors qu'ils n'avaient pas été prévus dans le budget annuel de l'État. Et enfin, une centaine de contrats, pour un montant de quatorze millions de dollars, ont été conclus sans aucune justification auprès de ses services. Le ministère somalien des Finances, toutefois, a promis d'étudier le rapport de l'Auditeur général et de lui répondre rapidement.

Tchad**Plusieurs dizaines de soldats tués dans une attaque de Boko Haram**

Selon les sources, entre 20 à 40 soldats tchadiens ont été tués ce mardi 23 novembre dans la province du Lac (sud-est). Un communiqué de la présidence tchadienne évoque une attaque-surprise.

L'attaque a visé un poste avancé de l'armée qui était en train d'être installé sur l'île de Bouka Toullorom, près de Ngouboua, dans le cadre d'une réorganisation du dispositif militaire pour faire face à des jihadistes que le pouvoir disait affaibli. Les assaillants, très nombreux, ont attaqué par vagues successives. Ils sont finalement parvenus à entrer dans le poste avancé qu'ils ont détruit, avant d'emporter des armes, précisent des sources locales.

Le bilan est lourd. La présidence évoque une vingtaine de morts et des blessés dans les rangs de l'armée. D'autres sources parlent de plus de 35 tués, ainsi que d'une vingtaine de blessés et de plusieurs soldats portés disparus. Selon ces mêmes sources, les jihadistes ont également tué au moins quatre civils alors qu'ils se repliaient vers leurs repaires. Aucun bi-



lan côté Boko Haram n'était disponible ce soir.

Cette attaque est la plus meurtrière depuis celle qui avait fait près d'une centaine de morts il y a deux ans à

Bouma. Surtout, elle survient dix jours après une visite de Mahamat Idriss Deby Itno, dans la zone. Au cours de cette visite, le président de la transition avait déclaré que Boko Haram était « sérieusement affaibli », n'osait plus « attaquer frontalement l'armée » et s'adonnait désormais « au banditisme », telles que des prises d'otages.

Mahamat Idriss Deby Itno avait donc annoncé l'envoi de 600 soldats en renfort aux milliers d'autres déjà sur place, ainsi que la réorganisation des forces armées en unités plus mobiles, « pour faire face », explique Sieddick Abba, un spécialiste de la région. L'attaque de ce mardi est une façon pour ces jihadistes de lui répondre qu'ils ont encore une capacité de nuisance, alors que tout le monde les disait en perte de vitesse, analyse le spécialiste.

Le groupe MPR retropédale après avoir clashé Fally Ipupa



Le groupe musical urbain **Musique Populaire de la Révolution (MPR)** composé de leaders **Zozo Machine** et **Yuma Dash**, a trouvé un autre moyen de faire l'actualité. Cette fois-ci, il s'est malheureusement illustré par un « *Bad buzz* », en critiquant « *sans une intention négative* », selon eux, un nouveau titre de **Fally Ipupa**. Alors que plusieurs mélomanes congolais ont, à travers la chanson « *Par terre* », de **Fally Ipupa** tirée de son prochain album rumba « *Formule 7* », disponible à partir du 9 décembre 2022, découvert pour la première fois la méga plateforme internationale « *Color's Studio* » basée à Berlin, les membres du groupe MPR, principalement **Yuma Dash**, ont tenté d'ignorer l'œuvre de leur aîné, en affirmant qu'il est d'une « *monotonie artistique* ».

Une déclaration qui leur a coûté cher. Les **Warriors** (Ndlr : les fans de **Fally Ipupa**) se sont déchaînés sur eux d'autant plus que la plateforme « *Color's Studio* » vise à faire découvrir des artistes originaux sous la forme de clips vidéos à l'esthétique minimaliste et fait la promotion de ces derniers, ainsi que de leurs œuvres.

Quelques heures seulement après son post, la vidéo de **Dash** était devenue virale sur les réseaux sociaux. Dans la foulée, l'artiste a directement présenté des

excuses. Il prétend avoir été mal compris dans son commentaire en rapport avec la chanson « *Par terre* » de **Fally Ipupa**.

« *Quand j'ai dit on en a marre, moi j'en ai marre de voir les gens critiquer les œuvres artistiques sans connaître les efforts fournis. Et lui (Ndlr : la personne qui filmait), il a juste coupé la vidéo... En tout cas, je présente mes excuses...* », s'est-il justifié.

Une attitude déplorée par plusieurs fans et certains internautes qui ont rappelé au groupe MPR que le chemin à parcourir étant long, le respect des aînés est important, surtout à l'égard d'un artiste qui a presque tout réalisé dans sa carrière.

D'autres ont même signifié aux natifs de la commune de **Matete** qu'après avoir fait une tournée musicale inaperçue en France, avec au passage un concert annulé dans la salle « *La Cigale* » de Paris, ils devaient faire profil bas. Les fans de **Fally** ont ironisé en les taclant proprement. « *Un autre spectacle de ce groupe a été reporté sine die par manque de professionnalisme à l'Athénée de la Gombe à Kinshasa où le célèbre rappeur congolais Kalash Criminel annoncé pourtant avec pompe avait annulé son vol la veille pour la même raison* ». Avec un album sur le marché qui peine à décoller malgré plusieurs collaborations, ont-ils enchaîné, ces derniers devraient plutôt s'inspirer d'une façon ou d'une autre de cette légende de la chanson africaine, plutôt que de perdre du temps en versant dans des polémiques qualifiées par certains de stériles.

Raphaël Mansangu/ouragan.cd

Ferre Gola présente le clip de la chanson " Marionnettes " sur la toile

L'artiste musicien **Hervé Gola** alias **Ferre Gola** vient de lancer le visuel de la chanson « *Marionnettes* », issue de son album « *Dynastie* ». « *Ainsi font, font, font les petites marionnettes, aujourd'hui, je ferme les yeux* », fredonne-t-il sur



un fond d'un rythme métissé aux sonorités RNB et salsa de 3 minutes. Le **Padre** s'adonne depuis peu à balancer un clip chaque semaine pour essouffler la concurrence. « *On ne laissera plus de temps, la semaine prochaine, une nouveauté et la suivante une autre. Pas de temps mort* », a-t-il prévenu à ses fanatiques.

Par ailleurs, **Ferre Gola** a remercié le pasteur **Moïse Mbiye** et toute la communauté de l'Église Cité **Bethel** pour leur soutien, lors d'un culte au sein de l'assemblée centrale de cette église située dans la commune de **Limite**. « *Je suis ici pour vous remercier et aussi prier car j'étais dans un lieu très dur en prison, vos prières m'ont beaucoup aidé, j'avais promis de passer mais à mon arrivée pour des raisons de pluie, je n'ai même pas pu, si c'est le cas ce soir mais cela ne m'a pas empêché pour qu'on puisse prier avec vous en ce lieu* », a-t-il témoigné avant d'exécuter un cantique

chrétien devant l'assemblée.

Pour sa part, le pasteur **Moïse Mbiye** a saisi l'occasion pour lui offrir une Bible mais en lui prodiguant quelques conseils à propos de la vie de prière. « *Là-dedans, il y a notre assurance du salut, nous souhaitons que ce qui était arrivé, ne t'arrive plus et que tu sois en paix* », a soutenu le pasteur.

Le **Padre** a été estomaqué par le degré de cruauté de ses détracteurs. **Ferre Gola** avait été arrêté le 3 juin 2022 suite à une convocation de la justice française pour violence sur un membre de sa famille. Il n'avait pas répondu à l'invitation de la justice suite aux restrictions liées à la pandémie du **Covid-19**, avant de bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle le 8 août dernier.

Saint Hervé M'Buy/ouragan.cd

AFRIMMA Awards 2022

Fally Ipupa remporte le trophée de " Meilleur artiste francophone "

Le trophée de « *Meilleur artiste francophone* » a été remporté samedi, par le chanteur congolais **Fally Ipupa**, lors de la 9^{ème} édition des **African muzik magazine Awards (AFRIMMA)** à **Dallas aux Etats-Unis d'Amérique**, a-t-il annoncé lundi sur son compte **Instagram**.

« *On sait on dérange, mais on n'a pas le choix, on a gagné, to bina ah* » a-t-il posté par le même canal, sous fond de musique.

En compétition avec les artistes de plusieurs pays africains, notamment ceux de la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Cameroun, la RDC est sortie vainqueur avec ce prix de l'artiste **Fally Ipupa**. Avec cette énième récompense, l'Aigle de la musique congolaise compte désormais 12 trophées



aux **AFRIMA Awards**.

N o m i n é dans quatre (4) catégories à savoir celle du « *Meilleur artiste Afrique centrale* », face à son compatriote **Innos'B** et **Tayc**, du « *Meilleur entrant (Newcomer)* » face à **Diamond**

Platnumz et **Reama**, du « *Meilleure performance live* », et de « *Meilleur Artiste Afrique francophone* ».

Fally Ipupa est l'une des étoiles montantes de la musique congolaise. Il est premier artiste congolais basé à **Kinshasa** à obtenir un disque d'or sur un sol étranger, la France, grâce à son album « *Tokooos* », ce qui a eu un impact lors des votes du public et des membres du jury lors de cette 9^{ème} édition des **African muzik magazine Awards**.

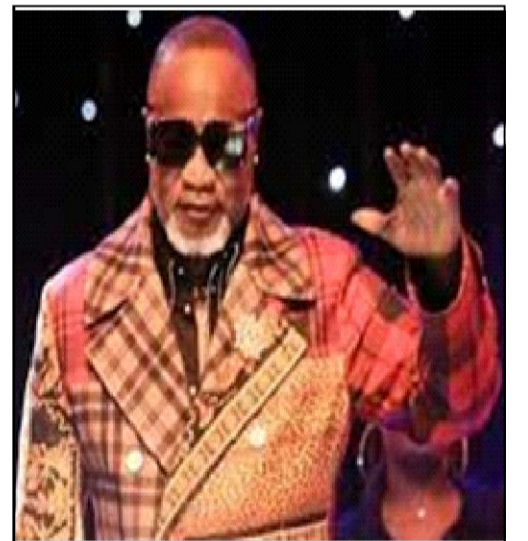
ACP

Koffi Olomide attendu samedi à Omaha dans le Nebraska

Le musicien **Antoine Agbepa Mumba** alias **Koffi Olomide**, est attendu, samedi, 26 novembre au « *The Garden theatre* » à **Omaha**, dans l'état du **Nebraska**, pour un concert, dans le cadre de sa tournée Nord américaine. « *Koffi Olomide live concert Omaha, Nebraska, prenez vos billets, The G.O.A.T* » peut-on lire sur ses différents comptes sociaux.

Entamé le 5 novembre dernier, le grand **Mopao** a déjà livré plusieurs productions scéniques, chose qu'il avait annoncée à ses fans depuis le mois de janvier de l'année en cours.

Le patron de l'orchestre « *Quartier latin* », a rendu public, vendredi, sur les plateformes de streaming, le clip de la chanson « *Femme* », en prélude de la sortie de son album « *Légende* » prévu le vendredi 25 novembre prochain.



Dynastie de Ferre Gola plébiscité " BEST MELODY ALBUM "

L'album **Dynastie** du chanteur **Hervé Gola Botaringue** connu sous le nom de scène **Ferre Gola** a été plébiscité remporte « *Best melody Album* », (Meilleur Album de Mélodies) par la maison de production internationale **Sony Music** en Afri-

Ce trophée anglophone a été décerné **Dynastie** qui bat pour l'instant le record de ventes sur de mélodies de tous les albums produits par **Sony Music** en 2022, ce après avoir été dévoilé il y a 8



mois.

Le label **Sony Music Africa** qui produit l'artiste **Ferre Gola** a célébré la sortie réussie de cette œuvre, en compagnie du « *Padre* », en lui

offrant un cadre symbolique représentant la sortie réussie de cet opus.

Ferre Gola a dévoilé, vendredi dernier, le visuel de la chanson « *Marionnette* » issue de cet album et a promis récemment à ses fans de balancer un clip chaque semaine pour essouffler la concurrence.

Mondial 2022**Le Japon crée la surprise face à l'Allemagne**

Pour son entrée en lice dans le Mondial-2022, l'Allemagne s'est inclinée mercredi face au Japon (1-2), qui prend provisoirement la tête du groupe E. La Mannschaft démarre mal la compétition, elle qui tenait à mieux figurer qu'en 2018. Elle n'avait alors pas réussi à sortir de la phase de groupe.

L'Allemagne a fait son entrée en lice dans le Mondial-2022 en s'inclinant face au Japon (1-0), mercredi 23 novembre, au stade international de Khalifa, à Doha (Qatar). Avant le début du

match, les joueurs allemands ont fait le geste d'un bâillon en mettant une main sur leur bouche pour la photo officielle. Une manière de répondre aux menaces de sanctions brandies par la Fifa pour empêcher le port du brassard inclusif durant le Mondial-2022.

Sur le terrain, les deux équipes démarrent la rencontre en 4-2-3-1 avec du rythme, sans que cela ne donne d'occasions dans les premières minutes. Puis, sur une accélération d'Ito, côté droit, qui envoie un centre précis dans la surface allemande, le Japon

croit ouvrir le score... mais Maeda est signalé hors jeu (8^e). Malgré ce coup de chaud, c'est bien l'Allemagne qui a le pied sur la balle, avec un jeu de possession et des transmissions précises. Mais cette domination s'avère stérile durant le premier quart d'heure du match.

La solution peut venir d'un coup de pied arrêté, mais Rüdiger envoie sa tête à côté du cadre du gardien japonais (17^e). Les Allemands s'emploient alors différemment et accélèrent parfois le jeu, comme lorsque Kimmich se présente à l'entrée de la surface japonaise pour frapper à la conclusion d'un mouvement rapide, mais Gonda dévie le ballon (20^e). La Mannschaft ne lâche pas son emprise sur le ballon (75 % de possession durant cette première demi-heure), multipliant les passes en une touche de balle, jusqu'à créer des décalages qui lui permettent des occasions nettes comme sur la frappe de Gündogan (27^e) ou cette autre frappe contrée par un défenseur japonais dans sa surface de réparation (28^e).

France24

Mondial 2022**Le Maroc et la Croatie se neutralisent**

Le Maroc et la Croatie sont quittés sur un score nul et vierge (0-0), ce mercredi au Al Bayt Stadium, dans un match du groupe F de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

Après une belle première période des Lions de l'Atlas, les débats se sont équilibrés au retour des vestiaires, mais aucune des deux sélections n'aura trouvé le chemin des filets. Finaliste malheureux du dernier Mondial, la sélection aux Damiers menée par Zlatko Dalic déçoit. Dès 20 heures, l'autre rencontre de la poule opposera la Belgique au Canada.

Dimanche prochain, la Croatie affrontera le Canada (17 heures), tandis que le Maroc défiera la Belgique (14 heures).

Linafoot D1**TP. Mazembe - Bazano : 0-0 !**

La rencontre entre le TP Mazembe et la Jeunesse Sportive Groupe Bazano,

hier mercredi 23 novembre 2022, s'est soldée sur le score vierge de zéro but par-

tout. Un score qui ne traduit pas la configuration de la confrontation. En effet, supérieur, Mazembe gère parfaitement les premières minutes de la partie sans trouver la faille. Hauts, les Corbeaux ont acculé leur adversaire, évidemment sans trouver le chemin de but ; les deux équipes seront envoyées aux vestiaires sur un score nul et sans but.

À la reprise, Zemanga Soze rate l'occasion d'ouvrir le score, il perd son duel face à Matampi Ley (47^eme). Atibu Radjabu, Philippe Kinzumbi et Rainford Kalaba vont tour à tour tenter, mais sans trouver le chemin de but. Le Zambien va même toucher la barre transversale dans les dernières minutes sur un coup-franc. Pas vainqueur, ni vaincu, les deux équipes se sont quittées en respect.

Linafoot D1**L'AS Simba au bord du précipice**

Les Bombardiers de l'Union Sportive Panda ont fait preuve de caractère à Kowezi



devant l'Association Sportive Simba. Le club de Likasi s'est montré inspiré et renversant devant les Kamikazes dans la bataille des mal barrés en Linafoot D1 cette saison.

Poussé par son public, le club rouge et blanc n'a pas tardé à se lancer à l'offensive. Moins de 10 minutes, Simba obtient un penalty. Face à Idriss Masengo, Mwamba Mutombo ne tremble pas. Le contre pieds est parfait. 1 but à 0 pour les locaux (7^e

minute). La joie des Kamikazes ne va tenir que le temps d'un quart d'heure. À la 24^e minute, Grâce Kojé galise

sur coup franc. 1 but partout à la mi-temps. En seconde période, il a fallu atteindre l'approche du dernier quart d'heure pour assister au deuxième but des Bombardiers. Grâce Kasongo marque à la 73^e minute pour offrir à son club une belle victoire. 2 buts à 1, l'Union Sportive Panda B52 s'impose devant les Kamikazes de Simba.

Foot RDC

DCMP**Guy Bukasa succède à Barthélémy Ngatsono**

Le technicien congolais Guy Bukasa vient de prendre officiellement les commandes du staff technique du Daring Club Motema Pembe en remplacement de Barthélémy Ngatsono limogé avec l'ensemble de son staff il y a 48h.



contrat.

Cette annonce vient d'être faite par la direction de communication du club ce mercredi 23 novembre en début d'après-midi.

Entraîneur de l'As.Dauphins noirs depuis le début de cette saison sportive, le sélectionneur adjoint des léopards A' est attendu à Kinshasa ce jeudi 24 novembre afin d'officialiser son

Une tâche très compliquée pour l'ancien homme fort de l'As.Nyuki qui devra sauver le navire immaculé du naufrage après un début catastrophique à la 28^e édition du championnat national de la ligue nationale de football où l'équipe de la capitale est logée dans la zone rouge avec 3 petits points en 4 sorties.

Source : election-net.com

ATP finals**Novak Djokovic s'adjuge un sixième Masters et égale Roger Federer**

En finale, le Serbe a dominé Casper Ruud (7-5, 6-3), dimanche à Turin (Italie), pour décrocher son premier Masters depuis 2015.

Face au Norvégien de 23 ans, novice à ce niveau, le huitième joueur mondial n'a pas eu à forcer sa nature, autoritaire face aux balles lentes et arrondies de son adversaire. Il n'a enregistré, à son encontre, aucune balle de break dans la rencontre.

Djoko a pris le service de Casper Ruud au meilleur moment, pour empocher une première manche un peu plus accrochée (7-5, 53 minutes) que la suivante. Dans le second set, Nole a breaké en patron pour mener 3-1. Derrière, il a poursuivi sur le même rythme pour conclure la partie sur sa mise en jeu. Il termine sa saison 2022 de



manière plus réjouissante qu'elle n'avait commencée. En janvier, à cause de son statut vaccinal, le Serbe n'avait pas été autorisé à participer à l'Open d'Australie. Au final, il n'a joué que 12 tournois cette année pour cinq titres, dont Wimbledon et le Masters 1000 de Rome. Son regard est désormais tourné vers Melbourne, où il retrouvera les courts du premier tournoi du Grand Chelem de l'année 2023.

France TV Info

Guerre à l'Est

Luanda, Nairobi : plusieurs fers au feu

La rencontre au sommet entre les chefs d'Etat de l'Angola, du Rwanda, du Burundi et de la RDC s'est réellement tenue hier mercredi 23 novembre à Luanda. Au menu, la sempiternelle équation du retour de la paix dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. Aux termes des discussions, on peut convenir que les participants sont revenus sur les mêmes thèmes, les

mêmes recettes. A savoir, la cessation des hostilités entre les rebelles du M23 et l'armée nationale, le retrait des rebelles des zones conquises, etc.

En termes d'avancées, le mini-sommet de Luanda a élaboré un calendrier de toutes les opérations à entreprendre dans le cadre des décisions prises. Permettant ainsi d'apprécier le respect du chronogramme et, éventuellement déterminer les

auteurs du blocage éventuel. A s'y méprendre cependant, le piège principal reste maintenu, en ce que les responsables présents dans la capitale angolaise ont chuté sur la nécessité de pourparlers entre Kinshasa et les mouvements rebelles.

Seul contre tous, Kinshasa aura du mal à éluder cette " obligation " pris à bras-le-corps par ses partenaires du continent et outre-Atlantiques. La décision des élus du peu-

ple qui ont écarté toute possibilité de mixage de l'armée nationale avec des forces issues des rébellions ou groupes armés, constituera certes un bouclier. Mais il n'est pas exclu que la pression internationale puisse faire sauter ce verrou, en échange de la " paix ".

De toutes les façons, la paix attendue par les Congolais est tributaire de nombreuses formules exploitées par les partenaires impliqués.

Ci-dessous le communiqué final de Luanda.

RÉPUBLIQUE D'ANGOLA

MINI -SOMMET SUR LA PAIX ET LA SECURITE DANS LA REGION ORIENTALE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

COMMUNIQUE FINAL

1. A l'invitation de Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, Champion de l'Union Africaine pour la Paix et la Réconciliation en Afrique et Médiateur désigné pour maintenir le dialogue entre la RDC et le Rwanda par la 16ème Session Extraordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine à Malabo le 28 mai 2022, un mini-sommet sur la paix et la sécurité dans la région orientale de la République démocratique du Congo (RDC) s'est tenu le 23 novembre 2022 à Luanda, République d'Angola.

2. Le Mini-Sommet s'est déroulé en présence de Son Excellence Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président en exercice de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), Son Excellence Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo, et Son Excellence Uhuru Muigai Kenyatta, ancien Président de la République du Kenya et Facilitateur désigné par l'EAC pour la mise en œuvre du Processus de Paix de Nairobi.

3. Madame Michelle Ndiaye, Représentante Spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine et Chef du Bureau de Liaison de l'Union Africaine en RDC, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et le Lieutenant Général Nassone João, commandant du mécanisme de vérification ad hoc, a également assisté à la réunion en tant qu'invité.

4. L'objectif principal du Mini-Sommet de Luanda était d'établir un calendrier de mise en œuvre des actions prioritaires, en vue de la cessation des hostilités et du retrait immédiat du M23 des localités congolaises occupées, et de la coordination des opérations de Luanda et de Nairobi Processus.

5. Les chefs d'Etat se sont félicités

des résultats des initiatives prises dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi, à savoir l'opérationnalisation du mécanisme ad hoc de vérification le 9 novembre 2022 et le déploiement des troupes de la Force régionale de l'EAC dans les provinces du Nord et le Sud-Kivu en RDC.

6. Les Chefs d'Etat ont félicité Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, Champion de l'Union Africaine pour la Paix et la Réconciliation en Afrique et Médiateur désigné par l'Assemblée de l'Union Africaine, et Son Excellence Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président en exercice de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), pour les efforts visant à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité dans l'Est de la RDC, dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi.

7. Les Chefs d'Etat ont évoqué la situation sécuritaire dans la région de l'Est de la RDC et exprimé leur préoccupation concernant : a) L'aggravation de l'insécurité et les actions militaires persistantes du M23 ; b) L'acquisition par le M23 d'armes et d'autres moyens de plus en plus sophistiqués pour mener des attaques contre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et ; c) La persistance des forces négatives et terroristes dans l'Est de la RDC, qui constitue une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région.

8. Le Mini-Sommet a décidé ce qui suit : a) Cessation des hostilités en général, et en particulier des attaques du M23 contre les FARDC et la MONUSCO à partir du vendredi 25 novembre 2022 à 18h00 (Jour J) ; b) Respect total des exigences des communiqués des conclaves des chefs d'Etat de l'EAC du 21 avril et du 20 juin 2022 (processus de Nairobi), de la feuille de route de Luanda du 6 juillet 2022 (processus de Luanda) et des conclusions de l'Assemblée extraordinaire Réunion des chefs d'état-major général des forces armées de l'EAC

(Bujumbura, 8 novembre 2022) ; c) Poursuite du déploiement complet de la Force régionale de l'EAC ; d) Retrait du M23 des zones occupées et retour à ses positions initiales à Sabinio côté RDC, sous le contrôle des FARDC, de la Force Régionale et du Mécanisme Ad Hoc en collaboration avec la MONUSCO (J+2) ; e) Création d'une zone tampon avec l'appui de la MONUSCO, du Mécanisme de vérification ad hoc et de la Force régionale de l'EAC, comme prévu dans le cadre de la réunion des chefs d'état-major général de l'EAC tenue à Bujumbura, le 8 novembre 2022 (jour J +2) ; f) Cessation de tout soutien politico-militaire au M23 et à tous les autres groupes armés locaux et étrangers opérant dans l'Est de la RDC et la Région (Jour J) ; g) Les FDLR-FOCA, RED-TAMARA, ADF et les autres groupes armés opérant sur le territoire congolais doivent immédiatement déposer les armes et entamer leur rapatriement inconditionnel conformément aux termes du Processus de Nairobi, avec le soutien de la MONUSCO, du Mécanisme ad hoc de vérification et du Force Régionale EAC (Jour J+5) ; h) Désarmement et cantonnement du M23 en territoire congolais sous contrôle des FARDC, de la Force Régionale et du Mécanisme Ad Hoc de Vérification, avec la collaboration de la MONUSCO (Jour J+5) ; i) Retour des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans leurs foyers (J+7) ; j) Reprise et poursuite des consultations politiques entre le Gouvernement de la RDC et les groupes armés locaux (J+10) ; k) Reprise du dialogue bilatéral entre la RDC et le Rwanda en vue de la normalisation des relations diplomatiques et de la reprise de la coopération (J+60) ; l) Engagement des parties à la mise en œuvre de la feuille de route de Luanda et des accords conclus lors du processus de Nairobi et de la réunion des chefs d'état-major de la CAE ; m) Examen et résolution de la question du retour de tous les réfugiés dans leur pays d'origine, telle qu'évoquée dans la

Feuille de route de Luanda et (J+15) ; n) Poursuite des réunions de coordination à tous les niveaux entre le Processus de Luanda et le Processus de Nairobi ; o) Création du Mécanisme conjoint de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Feuille de route de Luanda et des décisions des initiatives entreprises dans le cadre du Processus de Nairobi.

9. Les chefs d'Etat ont demandé que les FARDC, la Force régionale et les chefs d'état-major général (CGS) de la Force régionale EAC, en collaboration avec la MONUSCO, étudient toutes les questions liées au désarmement et au cantonnement des éléments du M23 et leur soumettent des propositions à leur prochain mini-sommet.

10. Les Chefs d'Etat ont recommandé l'accélération de la mise en œuvre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation (PDDR-CS) en cours en RDC et ont exprimé leur profonde préoccupation quant aux conditions dans lesquelles vivent des centaines de milliers de déplacés en RDC, zones touchées par la guerre dans la province du Nord-Kivu.

11. Les Chefs d'Etat sont convenus de se retrouver prochainement à Bujumbura pour évaluer la mise en œuvre des conclusions des résolutions et recommandations du Mini-Sommet de Luanda.

12. Enfin, les chefs d'Etat ont remercié Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, Champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique et Médiateur désigné par l'Assemblée de l'Union africaine, pour l'accueil fraternel et l'hospitalité qu'il a réservé à eux ainsi que son implication active dans la résolution de la crise sécuritaire dans la région de l'Est de la RDC.

Fait à Luanda, le 23 novem-